

XXV. NAISSANCE D'UNE FRANCE NOUVELLE**(fin 19^e-début 20^e siècle)**

La croissance que connaissent alors une grande partie de l'Europe et les États-Unis prend en France des traits propres : démographie stagnante, industrialisation moins rapide, urbanisation lente. La classe ouvrière se développe. La puissance bourgeoise se renforce de l'apport des classes moyennes.

<u>XXV. NAISSANCE D'UNE FRANCE NOUVELLE</u>	1
<u>XXV. A. ASPECTS ET LIMITES DE L'ESSOR ÉCONOMIQUE</u>	2
<u>XXV.a.i. Le poids du secteur agricole.</u>	2
<u>XXV.a.ii. Un tissu industriel et commercial nouveau.</u>	2
<u>XXV.a.iii. Les phénomènes cycliques.</u>	4
<u>XXV.B.I. LES MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ</u>	4
<u>XXV.b.i. L'importance du monde rural.</u>	5
<u>XXV.b.ii. Croissance du monde ouvrier</u>	6
<u>XXV.b.iii. Triomphe et diversité de la bourgeoisie.</u>	7
<u>XXV.C. DIVERSITÉ ET RICHESSE DE LA VIE CULTURELLE</u>	8

XXV. a. Aspects et limites de l'essor économique

Durant la seconde moitié du 19^e siècle s'accomplit véritablement la modernisation de la France. L'entrée définitive dans l'âge industriel en est l'aspect majeur. Elle s'est faite lors de deux phases de croissance : la période 1840-1860, où la France connaît les effets de la révolution industrielle du charbon, de la machine à vapeur, du chemin de fer et de la métallurgie, et la période 1896-1913, où se produit la « deuxième révolution industrielle », celle de l'électricité et de l'automobile.

XXV.a.i. Le poids du secteur agricole.

La croissance du 19^e siècle est cependant beaucoup plus lente en France qu'en Grande-Bretagne. Est-ce à cause d'un déséquilibre de départ dû aux guerres de la Révolution et de l'Empire ? Ou de données socioculturelles propres à la France et qu'incarnerait le protectionnisme frileux de la III^e République ? Est-ce le ralentissement démographique de la France ou le poids très lourd du secteur agricole ? Il est impossible de trancher un problème toujours débattu. De façon plus lente, mais aussi plus harmonieuse qu'en Angleterre, des mutations décisives apparaissent. Les progrès les plus nets ont lieu au début du Second Empire, à la fois dans l'agriculture et dans l'industrie. Le secteur agricole est trop souvent présenté comme un poids freinant la croissance française. Certes, durant la période, les rendements restent très inférieurs à ceux de l'agriculture anglaise ou belge. Mais ils ne doivent pas masquer des progrès locaux très nets et une diffusion générale de l'innovation. La jachère disparaît, la charrue s'impose, la faux remplace définitivement la faucille et les engrais se répandent. Les labours forment toujours l'essentiel des terres cultivées mais les herbages progressent. Quelques plantes comme la pomme de terre, le maïs et surtout la betterave à sucre cultivée en assolement avec le blé stimulent la révolution agricole. Jusque vers 1873, la prospérité de l'agriculture permet des progrès sans précédent. Certaines régions comme le Pas-de-Calais entament une véritable spécialisation agricole liée à la commercialisation de leur production.

XXV.a.ii. Un tissu industriel et commercial nouveau.

L'industrie connaît également une croissance remarquable. De nouveaux éléments rendent possible celle-ci : le premier est la révolution bancaire. Grâce à la modernisation des banques de dépôt (tels, par exemple, le Crédit industriel et commercial créé en 1859, le Crédit lyonnais en 1863, la Société générale en 1864) et des banques d'affaires, dont

l'exemple le plus connu reste le Crédit mobilier des frères Pereire (1852), les prêts à l'industrie se généralisent. La législation du Second Empire contribue à la création de nouvelles sociétés : les sociétés à responsabilité limitée autorisées en 1863 et les sociétés anonymes (1867). Ainsi s'opère la mobilisation de capitaux nécessaires aux grandes entreprises et aux grands travaux.

Mais le symbole et le moteur de la croissance, c'est le chemin de fer. La productivité du réseau s'améliore et la voie ferrée est l'objet d'investissements soutenus durant toutes les années 1860. En 1879, le plan Freycinet complète l'œuvre du Second Empire en créant les lignes d'intérêt local. Le développement des échanges ainsi facilité est un facteur décisif de la croissance industrielle. La diffusion de procédés industriels nouveaux y contribue : de la sidérurgie au bois, on passe aux hauts fourneaux. La productivité profite de techniques nouvelles, comme le procédé Gilchrist (1878), qui permet d'épurer le minerai de fer lorrain trop phosphoreux. La machine à vapeur est arrivée à sa maturité. Les énormes progrès de la mécanisation favorisent surtout l'industrie lourde et les débuts de la chimie. L'industrie textile évolue moins vite et sa part relative diminue.

Autant d'éléments qui modifient le tissu industriel dans les années 1860-1880. De véritables régions industrielles se sont formées : le Nord, les foyers sidérurgiques autour du Creusot et de Saint-Étienne, ou les grands centres textiles que sont Rouen, Lille, Mulhouse, Roubaix, Tourcoing, Lyon... Le travail artisanal de type ouvrier reste cependant fort ancré dans les campagnes, et l'éparpillement des entreprises de petite dimension demeure la règle : encore en 1914, 28 % des travailleurs de l'industrie exercent leur activité à domicile ; il s'agit notamment du travail féminin des couturières. Il convient donc de nuancer l'affirmation d'un essor, au reste incontestable, de l'industrie. Les régions méridionales restent sous-industrialisées, et l'industrie française souffre de ses structures encore traditionnelles que ne fait guère évoluer une bourgeoisie prudente.

Grâce à la voie ferrée se crée un marché national élargi qui privilégie les régions agricoles modernisées, c'est-à-dire la France riche à hauts revenus du Nord et du Bassin parisien. Des pôles unifient les marchés : la viande est traitée à La Villette, le vin à Bercy, tandis que les marchés de la laine sont centralisés à Roubaix et ceux de la soie à Lyon. D'une façon générale, Paris écrase les centres provinciaux. Durant les années 1870, les marchés et les foires traditionnels de province déclinent. L'avènement des formes nouvelles de commercialisation est ainsi consacré. Les grands échanges ne sont pas seuls à subir des transformations. Dans le commerce de détail apparaissent sous le Second Empire les magasins de nouveautés, puis les grands magasins, dont le Bon Marché, fondé en 1852, reste le symbole : l'entrée est libre, le prix fixé sur l'étiquette interdit le marchandage, permet

l'échange ; le bénéfice réduit sur chaque article est compensé par la masse des ventes, d'autant que les catalogues vont drainer une clientèle nouvelle jusqu'au fond des campagnes : concurrence redoutable pour les boutiques et surtout pour le colportage.

XXV.a.iii. Les phénomènes cycliques.

A la prospérité des premières années du Second Empire succède une décélération sensible dès 1857-1860, violemment accentuée dans les années 1880 : le krach de l'Union générale en 1882 donne le signal de faillites en cascade dans les entreprises et les banques d'affaires. La misère, le chômage et les conflits sociaux qu'illustrent les grèves des mineurs d'Anzin en 1884 ou de Decazeville en 1886 manifestent bien la présence de la crise. Le taux de croissance de l'industrie passe de 2,2 % à moins de 1 %. L'investissement se ralentit nettement et la banque se détourne des prêts à l'industrie. L'agriculture, surtout, se contracte sous le double effet de crises internes, dont celle de la concurrence des pays neufs et celle de la vigne, due au phylloxéra, qui est la plus grave. Le commerce extérieur, enfin, subit un grave déclin : les années 1876-1879 voient le début du recul précipité de la France sur tous les marchés internationaux. Le libre-échange instauré en 1860 avait déjà pénalisé certaines régions industrielles comme Rouen et Lille, mais le protectionnisme mis en place par Jules Méline en 1892 et surtout 1897 (la « loi du cadenas ») ne profite pas davantage à une économie anémiée face à la réussite anglaise et surtout allemande. Deuxième puissance commerciale en 1860, la France est dépassée par l'Allemagne en 1871, puis par les États-Unis en 1878.

L'économie française réussit cependant à redémarrer vers 1896, et surtout à partir de 1906. Jusqu'à la guerre se développent des industries nouvelles de pointe où la France brille particulièrement : l'automobile grâce à Panhard-Levassor, Peugeot ou les frères Renault, le caoutchouc chez Michelin, l'aéronautique, ou l'aluminium que favorise l'essor de l'hydroélectricité alpine. Les industries sidérurgique et textile restent cependant essentielles, et la place si importante de l'agriculture, qui accroît sa spécialisation régionale, demeure spécifique de l'économie française.

A la veille de la guerre, l'économie française apparaît équilibrée, appuyée sur une monnaie forte et un potentiel considérable. Elle est pourtant menacée par des faiblesses de structure.

XXV.b.i. Les mutations de la société

La société française a connu, pendant ces décennies, des mutations capitales. Sans

doute la France reste-t-elle majoritairement rurale (encore en 1911, les ruraux constituent 53 % de la population), mais l'urbanisation croît avec les débuts de l'exode rural. La population, de 1841 à 1913, est passée de 35 800 000 habitants à 39 800 000. Mais, compte tenu de la perte de l'Alsace-Lorraine et du gain de Nice et de la Savoie, cet accroissement est dû plus à l'immigration qu'à une natalité qui est en recul. Le taux de natalité passe en effet de 26 ‰ en 1850-1855 à 22 ‰ pour la période 1891-1895, avant de descendre à 20 ‰, en 1900-1914. La mortalité reste cependant élevée jusque vers 1895. La stagnation démographique de la France est un fait majeur dans une Europe en pleine expansion.

XXV.b.i. L'importance du monde rural.

La majorité des Français sont des ruraux. La date de 1850 marque en France l'apogée d'une civilisation rurale dont se figent les patois et les coutumes à la veille de leur déclin. C'est le moment où se fixent les paysages ruraux, où prime encore la diversité des modes de vie, des habitudes culinaires, des parlers selon les régions. Sous le Second Empire débute une uniformisation progressive des comportements, mais, dans les années 1880, se produisent les ruptures qui accompagnent la conquête des campagnes par les républicains. Les effets de la route, de la voie ferrée, de la poste, l'allongement des migrations traditionnelles, comme celle des maçons de la Creuse vers la ville, désenclavent les campagnes et y font circuler de nouveaux modèles de vie et de pensée. L'exode rural peut être considéré comme l'une des causes, mais aussi l'une des conséquences, de cette transformation. Les industries traditionnelles déclinent avec le départ des artisans. Le sentiment de précarité et de peur recule avec l'exode des plus démunis.

La caserne et l'école paraissent deux éléments décisifs dans le recul des particularismes locaux. Ceux-ci s'estompent à la fois dans les régimes alimentaires, dans les patois, dans l'utilisation des poids et mesures de l'Ancien Régime et même le costume régional après 1870 ; le modèle urbain unificateur est diffusé par l'école et le service militaire ; la presse à bon marché s'impose désormais. La vie politique dans les campagnes, amorcée sous la monarchie de Juillet ou le Second Empire, se fait plus active. De 1848 à la III^e République, l'exercice du suffrage universel a permis le passage progressif de la docilité envers les notables à l'émancipation démocratique. Dans les villages, les bustes de Marianne à la mairie, les premiers monuments aux morts, après 1871, font désormais partie intégrante du patrimoine rural.

XXV.b.ii. Croissance du monde ouvrier

Si les paysans forment encore la majorité de la société française, les ouvriers s'y taillent une place grandissante. Ils forment un monde encore flou, où l'artisanat joue toujours un rôle essentiel et où ne s'affirme que dans certaines régions un prolétariat industriel urbain au sens strict. Le dénuement se rencontre, bien sûr, dans la grande ville, mais il faut observer qu'avant l'industrialisation, en 1815, on y trouvait la même proportion (70 %) de gens mourant sans laisser de succession. L'industrie rurale, textile ou métallurgique, reste très importante en nombre, avec les ouvriers à domicile. La nouveauté qu'apporte cependant la seconde moitié du 19^e siècle, c'est l'usine et sa discipline encore très mal acceptée. Les mineurs de Carmaux, par exemple, restent très liés au monde rural et s'absentent de la mine lors de la moisson.

A la distinction entre ouvrier en milieu rural et ouvrier en milieu urbain, il faudrait ajouter encore bien des nuances entre l'ouvrier des grands centres urbains (Paris ou Lyon) au contact des classes moyennes, l'ouvrier de régions ouvrières comme le Nord ou celui de centres isolés. Au sein même d'une seule région, le milieu ouvrier reste extrêmement composite : vers 1900, dans la région lyonnaise, on trouve aussi bien des artisans traditionnels (le gantier et le tisseur), des métiers de l'industrie moderne (le mineur et le métallurgiste) et des métiers de type tertiaire dont l'existence est entraînée par l'industrie (le cheminot, le garçon de magasin). Un milieu complexe donc et extrêmement divers : de l'artisan urbain spécialisé, instruit, nourri d'un savoir-faire et d'une culture ouvrière et politique, à l'ouvrier du textile rural, misérable souvent, il y a un monde.

Il semble que le niveau de vie ouvrier durant la période s'est globalement élevé : l'ouvrier s'alimente mieux, mange plus de viande en 1900 qu'en 1850. Mais la vie ouvrière reste très dure et elle est perçue comme telle. L'absence de toute sécurité contre la maladie, les infirmités de la vieillesse ou les accidents du travail (avant la loi de 1898), la longueur de la journée de travail et la fragilité de l'emploi donnent à la condition ouvrière une extrême précarité. Le retard de la France en matière de politique ouvrière aggrave la situation. Dans la période 1850-1914, seul le Second Empire eut une véritable politique ouvrière. Il faut attendre la fin du siècle pour assister à l'apparition du « remords social » au sein de la bourgeoisie française : témoin l'écho réservé à l'encyclique pontificale *Rerum novarum* promulguée en 1891.

La loi de 1884 (loi Waldeck-Rousseau) permet la formation de syndicats ; les fédérations de métier et les bourses du travail animées par Pelloutier s'unissent dans la Confédération générale du travail, fondée en 1895 mais vraiment unifiée en 1902 seulement.

Les révolutionnaires ou « anarcho-syndicalistes » y dominent, prônant la grève générale et la stricte séparation d'avec les partis politiques, comme le réaffirme la charte d'Amiens en 1906. Les revendications ouvrières (le repos hebdomadaire, la journée de huit heures, le salaire journalier de 5 francs) ne sont qu'imparfaitement entendues par le personnel politique républicain. Aussi l'ensemble des lois sociales votées avant 1914 reste-t-il très en retrait sur la législation sociale de l'Allemagne. La loi sur les retraites ouvrières et paysannes n'est adoptée qu'en 1910 et sa portée est limitée.

XXV.b.iii. Triomphe et diversité de la bourgeoisie.

Les classes bourgeoises urbaines profitent le plus de l'enrichissement d'ensemble dont bénéficie inégalement la masse des Français. La répartition cependant n'est pas uniforme : la richesse bourgeoise est fortement concentrée sur le nord de la France, et avant tout sur Paris, capitale incontestée qui exerce sous le Second Empire une hégémonie héritée de l'Ancien Régime. Plus que de la bourgeoisie, il conviendrait de parler des bourgeoisies. L'époque voit le déclin des notables traditionnels, surtout dans la vie politique. Ils gardent pourtant un poids local, voire régional dans des régions de grande propriété, ils sont présents dans la haute fonction publique et parfois dans les milieux d'affaires. Unis par le patrimoine des humanités classiques, un ensemble de relations sociales et l'influence que donne la propriété, les notables sont eux-mêmes une réalité contrastée, du grand notable à envergure nationale au notable rural.

De nouvelles bourgeoisies viennent concurrencer les positions acquises par les notables. Sous le Second Empire, la grande bourgeoisie d'affaires, enrichie par le négoce et la banque, prend son véritable essor, fondée sur un type de fortune où s'accroît la part des avoirs mobiliers, surtout après 1881, et des valeurs boursières. De même, la part des fortunes liées à l'entreprise industrielle augmente notablement. Avec la III^e République triomphent la bonne bourgeoisie des talents, avocats en renom ou médecins célèbres, ingénieurs, et une nouvelle aristocratie républicaine de hauts fonctionnaires. Après la crise du 16 mai 1877 a lieu, certes, une certaine démocratisation du personnel dirigeant et la montée des provinciaux. Tous ou presque restent cependant issus de la petite ou moyenne bourgeoisie et rares sont les hommes vraiment nouveaux. La bourgeoisie est de plus en plus constituée d'héritiers, unis par une même conception de la société. En dessous se déploie l'infinie variété des classes moyennes, du petit commerçant à l'employé, du fonctionnaire au petit rentier, voire à l'artisan. Ces classes moyennes, les « couches nouvelles » dont Gambetta célébrait l'avènement (**voir DOCUMENT XXV.a.**), partagent souvent avec la bourgeoisie des valeurs communes : l'ardeur au travail (les rentiers oisifs qui n'ont

véritablement jamais travaillé sont rares), le sens de l'épargne, l'attachement à la propriété et à l'ordre. Un certain mode de vie caractérise aussi la bourgeoisie et la frange supérieure des classes moyennes : l'emploi au moins d'un domestique - en 1881, il y a 1 200 000 domestiques en France -, l'usage d'un salon où l'on reçoit et où la jeune fille de la maison joue du piano.

XXV.c. *Diversité et richesse de la vie culturelle*

La rapide analyse des catégories sociales, si mouvantes et si floues, qui composent la société française dans la seconde moitié du 19^e siècle ne rend guère compte d'une infinie diversité politique, religieuse, sociale, régionale. Cette diversité est aussi culturelle. La III^e République, profondément pédagogue, permet une certaine démocratisation de la culture, grâce à l'école : le premier éditeur de l'époque n'est-il pas Hachette, éditeur de livres scolaires ? Encyclopédies et dictionnaires se multiplient ; est ainsi mise à la disposition du grand public une culture centrée sur la patrie et la construction, aussi nécessaire qu'irrésistible, de la nation française autour de la date phare de 1789. La « petite presse » bon marché et à très gros tirages - *le Petit Journal*, *le Petit Parisien*, *le Matin* et *le Journal* tirent à eux quatre à 2 400 000 exemplaires vers 1900 - et la presse locale, enfin, répandent partout un modèle unificateur.

Après la disparition de la génération romantique, dont Victor Hugo, poète national, demeure le témoin, et après l'échec de 1848, s'ouvre l'ère du réalisme et du naturalisme, de Flaubert à Zola. La littérature se met à l'écoute d'un temps dominé par le culte de la science et du fait positif. Les poètes exaltent l'art pour l'art, mènent des créations originales, de Baudelaire à Verlaine et Rimbaud. Le grand public, pour sa part, affectionne le roman populaire, le théâtre de boulevard, l'opérette. Face à l'académisme qui domine l'art officiel, l'œuvre de Manet marque un tournant et ouvre la voie aux recherches des « impressionnistes », ainsi nommés par référence au titre d'une œuvre de Monet présentée à l'exposition de 1874 : *Impression, soleil levant*.

Peu à peu, les audaces des impressionnistes et de leurs successeurs, qui, de Cézanne aux cubistes, proposent un nouveau type de représentation, sont acceptées. Mais de nouvelles avant-gardes brillent de tous leurs feux dans les années qui précèdent la guerre, avec la création du *Sacre du printemps* de Stravinski le 29 mai 1913, les œuvres d'un Picasso, le groupe de la *Nouvelle Revue française*. La période de l'entre-deux-guerres va voir ces créations s'imposer à leur tour. C'est au début du siècle aussi que naît une forme nouvelle d'art appelée à un destin prodigieux : le cinéma. Paris, « Ville Lumière », connaît

un rayonnement mondial dans le domaine des arts et de la culture. Une part de la création intellectuelle participe de la mise en cause, à partir de la fin du siècle, des valeurs de la science et du rationalisme, et revient aux valeurs nationales et religieuses, avec Barrès, Claudel, Péguy.